

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Le tarif horaire sur base duquel les Bureaux d'Accréditation du système d'accréditation BELCERT des organismes de certification déterminent la redevance à payer pour les frais d'évaluation est fixé à BEF 3 000 par personne.

Le tarif horaire ci-dessus est d'application pour les prestations d'évaluation relatives à toute demande d'obtention, prolongation ou extension d'accréditation ainsi que pour le programme de surveillance auxquels sont soumis les organismes accrédités.

Chaque demande fait l'objet d'une offre de prix détaillée émanant du Bureau d'Accréditation concerné du système d'accréditation BELCERT. »

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, les mots « aux articles 2 et 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 2bis, 3 et 3bis ».

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3bis. Het uurtarief, op basis waarvan de Accreditatiebureaus van het accreditatiesysteem BELCERT inzake de certificatie-instellingen de te betalen vergoeding voor de evaluatiekosten bepalen, is vastgesteld op BEF.3.000 per persoon.

Het bovenvermelde uurtarief is van toepassing op de evaluatieprestaties met betrekking tot elk verzoek tot het bekomen, het verlengen of het uitbreiden van een accreditatie, alsmede op het toezichtprogramma waaraan de geaccrediteerde instellingen zijn onderworpen.

Voor elke aanvraag maakt het bevoegde Accreditatiebureau van het accreditatiesysteem BELCERT een gedetailleerde prijsofferte. »

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 2 en 3 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 2bis, 3 en 3bis ».

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Economische Zaken,
M. WATHELET

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 1487

1er JUIN 1994. — Convention entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement régional wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social

Parties contractantes,

le Gouvernement fédéral, représenté par M. Ph. Maystadt, Ministre des Finances, et par M. H. Van Rompuy, Ministre du Budget,

le Gouvernement flamand, représenté par Mme W. De-meester, Ministre des Finances et du Budget,

le Gouvernement régional wallon, représenté par M. B. Anselme, Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, représenté par M. J. Chabert, Ministre des Finances, Budget, Fonction publique et Affaires extérieures,

Vu la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, notamment l'article 2, § 2, qui prévoit une répartition des charges du passé du logement social entre l'Etat et les Régions;

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1990 relatif à la répartition du patrimoine de la Société nationale du logement à la Région flamande, à la Région wallonne, à la Société du Logement de la Région bruxelloise et à la clôture de la dissolution;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1990 relatif à la répartition du patrimoine de la Société nationale terrienne à la Région flamande et à la Région wallonne et à la clôture de la dissolution;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 1487

1 JUNI 1994. — Overeenkomst tussen de federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Gewestregering en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermee verbandhoudende lasten inzake sociale huisvesting

Overeenkomstsluitende partijen,

de federale Regering, vertegenwoordigd door de heer Ph. Maystadt, Minister van Financiën, en door de heer H. Van Rompuy, Minister van Begroting,

de Vlaamse Regering, vertegenwoordigd door Mevr. W. De-meester, Minister van Financiën en Begroting,

de Waalse Gewestregering, vertegenwoordigd door de heer B. Anselme, Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Begroting,

de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer J. Chabert, Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Gelet op de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, inzonderheid artikel 2, § 2, die in een verdeling voorziet van lasten van het verleden van de sociale huisvesting tussen de Staat en de Gewesten;

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1990 houdende verdeling van het vermogen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest, aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en afsluiting van de ontbinding;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1990 houdende verdeling van het vermogen van de Nationale Landmaatschappij aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest en afsluiting van de ontbinding;

Vu la décision du Comité de concertation du 25 novembre 1986 relative au règlement de l'amortissement des charges du passé et à l'effort des Régions dans le cadre du plan global d'économie du Gouvernement:

Vu la convention du 4 mai 1987 entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social, modifiée par l'avenant du 28 septembre 1989;

Considérant que par la convention précitée un Fonds d'amortissement a été créé pour promouvoir la coopération entre l'Etat et les régions en vue de résoudre à long terme le problème des dettes du passé et qu'à ce titre il est indiqué que son Conseil d'administration soit constitué paritairement de représentants de l'Etat et de représentants des trois Régions;

Considérant qu'il importe d'assurer l'amortissement des charges du passé d'une manière coordonnée par un organisme qui en assure la gestion globale et qui agit tant pour le compte du Gouvernement fédéral que pour celui des Gouvernements régionaux;

Considérant que le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social, spécialement créé pour cette gestion coordonnée, est l'organisme le plus approprié pour assurer une gestion unique;

Considérant que le Fonds doit constituer envers les tiers, et plus particulièrement envers les obligataires des Sociétés nationales supprimées, l'assurance du maintien régulier du service des intérêts et du remboursement du capital;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les droits et obligations du Gouvernement fédéral et des Gouvernements régionaux à l'égard du Fonds d'amortissement;

Considérant que suite à la décision susmentionnée du Comité de concertation du 25 novembre 1986 la part des Régions dans les charges pour les années 1987, 1988 et 1989 a été augmentée chaque fois de 3 milliards à titre d'effort des Exécutifs dans le cadre du plan d'économie du Gouvernement;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer le principe de la répartition des charges du passé du logement social entre d'une part l'Etat et les Régions et, d'autre part, entre les Régions;

Considérant que le Fonds est le lieu vers lequel convergent les contributions de toutes natures des Régions et de l'Etat au service financier des emprunts repris des sociétés de logement social et que cette centralisation des flux financiers est voulue pour permettre d'assurer le service financier avec la régularité et la ponctualité qui s'imposent dans ce domaine;

Considérant qu'au-delà d'un minimum annuel exigible - en vue d'assurer la couverture des intérêts - chaque Région reste libre de fixer comme elle l'entend la hauteur de son intervention en fonction de son échéancier propre et de ses contraintes budgétaires;

Considérant que les manques à gagner annuels sont couverts par l'emprunt auquel s'attache la garantie de l'Etat, les parties contractantes estiment que le Fonds ne doit devenir à aucun moment ni un auxiliaire budgétaire commode, ni l'organe d'une quelconque politique foncière et qu'ils tiennent à consigner clairement cette préoccupation;

Considérant qu'il a été convenu de ne plus recourir à l'émission d'emprunts exempts de précompte mobilier et de la taxation à l'impôt des sociétés;

Considérant qu'en contrepartie de cet abandon, l'Etat s'engage à verser au Fonds une somme correspondant à 30 % des charges d'intérêt liées à un encours de F 65,858 milliards à partir de l'année 1994 et que cette intervention sera progressive, perpétuelle et versée annuellement en fonction du calendrier des échéances des emprunts bénéficiant auparavant des exemptions fiscales précitées;

Considérant que la présente convention n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1995, le montant de l'intervention est augmenté à titre unique en 1995 à raison de F 50 millions afin de tenir compte des contributions dues par l'Etat en 1993 et 1994 en ce qui concerne les emprunts avec avantages fiscaux venus à échéance au cours des années 1992 et 1993;

Gelet op de beslissing van het Overlegcomité van 25 november 1986 met betrekking tot de regeling van de aflossing van de lasten van het verleden en de inspanning van de Gewesten in het globale spaarplan van de Regering;

Gelet op de overeenkomst van 4 mei 1987, gewijzigd door het aanhangsel van 28 september 1989, tussen de Regering en de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brusselse Gewest met betrekking tot de regeling van de schulden en lasten van het verleden inzake de sociale huisvesting;

Overwegende dat bij voornoemde overeenkomst een Amortisatiefonds werd opgericht ter bevordering van de samenwerking tussen de Staat en de Gewesten ten einde op lange termijn het probleem van de schulden van het verleden op te lossen en dat het uit dien hoofde aangewezen is zijn Raad van bestuur paritair samen te stellen uit vertegenwoordigers van de Staat en van de drie Gewesten;

Overwegende dat het van belang is de aflossing van de lasten van het verleden op een gecoördineerde wijze te laten gebeuren in een organisme dat het globale beheer ervan waarneemt en dat zowel voor rekening van de federale Regering als voor die van de gewestelijke Regeringen optreedt;

Overwegende dat het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting, dat in het bijzonder voor dit gecoördineerd beheer is opgericht, de meest geschikte instelling is voor het verzekeren van een enig beheer;

Overwegende dat het Fonds tegenover derden, en meer in het bijzonder tegenover de obligatiehouders van de afgeschafte nationale maatschappijen, de zekerheid verschaft van de regelmatige verdere uitbetaling van de interesten en kapitaalaflossingen;

Overwegende dat het nodig is de respectieve rechten en plichten van de federale Regering en de gewestelijke Regeringen ten overstaan van het Amortisatiefonds opnieuw vast te stellen;

Overwegende dat ingevolge hogergenoemde beslissing van het Overlegcomité van 25 november 1986 voor de jaren 1987, 1988 en 1989 het aandeel van de Gewesten in de lasten werd verhoogd met telkens 4 miljard als inspanning van de Executieve in het spaarplan van de Regering;

Overwegende dat het principe van de verdeling van de lasten van het verleden van de sociale huisvesting tussen enerzijds de Staat en de Gewesten en anderzijds tussen de Gewesten onderling moet bevestigd worden;

Overwegende dat in het Fonds allerlei bijdragen van de Gewesten en de Staat voor de financiële dienst van de overgenomen leningen der huisvestingsmaatschappijen samenlopen en deze bewust gewilde centralisatie van de financiële stromen de financiële dienst waarborgt met de op dit terrein vereiste regelmaat en stiptheid;

Overwegende dat bovenop een opgelegd jaarminimum - met het oog op het verzekeren van de dekking van de interesten - elk Gewest naar goeddunken de hoogte van zijn tussenkomst kan bepalen in functie van zijn eigen vervaldagboek en begrotingsimperatieven;

Overwegende dat de jaarlijkse tekorten worden gedekt door leningen onder staatswaarborg zijn de overeenkomstsluitende partijen van oordeel dat het Fonds op geen enkel ogenblik als een gerieflijk budgettair hulpmiddel of als orgaan van enig grondbeleid mag aangewend worden en zij dit duidelijk wensen te onderstrepen;

Overwegende dat is afgesproken geen leningen meer uit te geven vrijgesteld van de roerende voorheffing en van de vennootschapsbelasting;

Overwegende dat de Staat zich ertoe verbindt als tegenprestatie voor deze verzekering aan het Fonds een som te storten die overeenkomt met 30 % van de interestlasten verbonden met een uitstaande schuld van 65,858 miljard F vanaf het jaar 1994 en dat deze tussenkomst progressief, aanhoudend en jaarlijks gestort zal worden in functie van de kalender van de vervaldagen van de leningen die de bovengenoemde fiscale vrijstellingen genieten;

Overwegende dat de huidige overeenkomst slechts in werking zal treden op 1 januari 1995, wordt het bedrag van de tussenkomst in 1995 éénmalig verhoogd met 50 miljoen F om voor 1993 en 1994 rekening te houden met de bijdragen die de Staat verschuldigd is voor de leningen met fiscale voordelen die in de loop van de jaren 1992 en 1993 zijn vervallen;

Vu la décision de la Conférence interministérielle des Finances et du Budget du 1er juin 1994, entérinant l'aboutissement des négociations entre le Gouvernement fédéral et les Gouvernements régionaux,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Les principes de la répartition des charges du passé du logement social

Article 1^{er}. Les charges du passé en matière de logement social sont les charges en principal, intérêts et frais accessoires des emprunts contractés ou à contracter sous la garantie de l'Etat en vue d'assurer le financement, d'une part, des investissements engagés avant le 31 décembre 1987, ainsi que les arriérés sur les emprunts et, d'autre part des charges se rapportant aux emprunts contractés en vue de financer des arriérés en intérêts et principal sur les emprunts contractés antérieurement.

Art. 2. § 1er. La répartition entre l'Etat et les Régions des charges des emprunts émis par la Société nationale du logement (SNL) et la Société nationale terrienne (SNT) jusqu'au 31 décembre 1989 s'opère conformément aux dispositions de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, tenant compte des arriérés dus aux deux sociétés nationales de logement respectivement par l'Etat et les Régions.

§ 2. Les charges imputables aux Régions des emprunts d'investissements de la SNL et de la SNT sont réparties entre les trois Régions en fonction des investissements payés chaque année par la voie de ces mêmes emprunts dans chacune des Régions.

§ 3. Les charges des emprunts ou partie d'emprunts affectés par la SNL et la SNT au refinancement d'emprunts ou de charges d'emprunts antérieurs sont réparties entre les Régions sur base des arriérés de chaque Région envers les sociétés nationales de logement au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'émission de ces emprunts.

§ 4. La répartition entre l'Etat et chaque Région des charges des emprunts de refinancement émis à partir du 1er janvier 1990 par le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social (FADELS) ou par les sociétés nationales en dissolution pour le compte du FADELS s'effectue au prorata de leur recours effectif au refinancement durant l'année d'émission de ces emprunts. A cet effet, le Fonds d'amortissement détermine chaque année des clés de répartition, à soumettre à l'approbation du Ministre de tutelle.

§ 5. Les emprunts émis en marks allemands avant le 1er janvier 1980 par la Société nationale du logement et la Société nationale terrienne et renouvelés après cette date, sont comptabilisés comme de nouveaux emprunts contractés lors de leur renouvellement. Leurs charges sont réparties entre les Régions selon le principe défini au § 3.

Art. 3. Les annuités dues par les sociétés agréées ou par les débiteurs hypothécaires, à quelque titre que ce soit, pour ce qui concerne les investissements engagés avant le 31 décembre 1987 et financés par emprunts, sont recouverts et encaissés par les sociétés régionales du logement, chacune pour ce qui la concerne.

La totalité des annuités mathématiques en provenance des sociétés régionales sont versées au Fonds d'amortissement visé à l'article 4, jusqu'à ce que les dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social soient, pour la Région concernée, entièrement liquidées.

Elles sont imputées prioritairement à la couverture de l'ensemble des charges d'intérêt dues par le Fonds et ce, pour ce qui concerne chaque entité, Etat et Régions.

Dès le moment où les remboursements des annuités mathématiques dus à l'Etat dépasseront les obligations similaires de l'Etat telles que définies par la loi du 5 mars 1984, ce solde positif sera mis à la disposition des Régions suivant l'origine des remboursements précités.

CHAPITRE II. — Création et statuts du Fonds d'amortissement des emprunts du logement social

Art. 4. § 1er. Il a été créé, par la convention du 4 mai 1987, modifiée par l'avenant du 28 septembre 1989, un organisme d'intérêt public sous l'appellation « Fonds d'amortissement des emprunts du logement social », dénommé ci-après le Fonds.

Il jouit de la personnalité juridique. Son siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie van Financiën en van Begroting van 1 juni 1994, waarbij het eindresultaat van de onderhandelingen tussen de federale Regering en de gewestelijke Regeringen wordt bekrachtigd,

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — De principes van de verdeling van de lasten van het verleden van de sociale huisvesting

Artikel 1. De lasten van het verleden inzake sociale huisvesting zijn de lasten in kapitaal, interest en bijkomende kosten van de leningen aangegaan of aan te gaan met staatswaarborg met het oog op het verzekeren van de financiering van enerzijds de vóór 31 december 1987 vastgelegde investeringen alsmede de achterstallen op de leningen en anderzijds de lasten m.b.t. de leningen die aangegaan zijn voor de financiering van de achterstallen in interest en kapitaal op de vroeger aangegane leningen.

Art. 2. § 1. De verdeling tussen de Staat en de Gewesten van de lasten van de leningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (NMH) en door de Nationale Maatschappij (NLM) tot 31 december 1989 wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, rekening houdend met de achterstallen verschuldigd aan de twee nationale huisvestingsmaatschappijen door respectievelijk de Staat en de Gewesten.

§ 2. De lasten van de investeringsleningen van de NMH en de NLM die voor rekening zijn van de Gewesten worden verdeeld tussen de drie Gewesten overeenkomstig de jaarlijks met dezelfde leningen betaalde investeringen in elk der Gewesten.

§ 3. De lasten van de leningen of van een deel van de leningen die door de NMH en de NLM werden aangewend voor de herfinanciering van de leningen of de lasten van vroegere leningen, worden verdeeld tussen de Gewesten op basis van de achterstallen van elk Gewest ten opzichte van de nationale huisvestingsmaatschappijen op 31 december van het jaar voorafgaand aan dit van de uitgifte van deze leningen.

§ 4. De verdeling tussen de Staat en elk Gewest van de lasten van de herfinancieringsleningen uitgegeven vanaf 1 januari 1990 door het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting (ALeSH) of door de nationale maatschappijen in ontbinding voor rekening van het ALeSH wordt uitgevoerd pro rato hun werkelijk beroep op herfinanciering gedurende het uitgiftejaar van deze leningen. Zodoende bepaalt het Amortisatiefonds jaarlijks verdeelstelsels, die ter goedkeuring van de voogdijminister worden voorgelegd.

§ 5. De leningen in duitse marken uitgegeven vóór 1 januari 1980 door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en door de Nationale Landmaatschappij en hernieuwd na deze datum, worden geboekt als nieuwe leningen aangegaan tijdens hun hernieuwing. Hun lasten worden verdeeld tussen de Gewesten volgens het beginsel bepaald in § 3.

Art. 3. De door de erkende maatschappijen of de hypothecaire schuldenaars op welke wijze ook verschuldigde annuïteiten in verband met de vóór 31 december 1987 vastgelegde en door leningen gefinancierde investeringen, worden elk wat hen betreft gevorderd en geïnd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen.

Het geheel van de wiskundige annuïteiten afkomstig van de gewestelijke maatschappijen wordt gestort aan het in artikel 4 bedoelde Amortisatiefonds, tot de schulden van het verleden en de daarbij horende lasten inzake sociale huisvesting voor het betrokken Gewest volledig zijn afbetaald.

Zij worden in de eerste plaats aangerekend tot dekking van het geheel der interestlasten verschuldigd door het Fonds, en dat voor wat betreft elke entiteit, Staat en Gewesten.

Vanaf het ogenblik dat de stortingen van de wiskundige annuïteiten ten gunste van de Staat de dergelijke verplichtingen van de Staat zoals bepaald door de wet van 5 maart 1984 overschrijden, wordt dit positief saldo ter beschikking gesteld van de Gewesten volgens de oorsprong van de voormelde terugbetalingen.

HOOFDSTUK II. — Oprichting en statuten van het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting

Art. 4. § 1. Met de overeenkomst van 4 mei 1987, gewijzigd door het aanhangsel van 28 september 1989, werd een instelling van openbaar nut opgericht onder de naam « Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting », hierna genoemd het Fonds.

De rechtspersoonlijkheid is toegekend aan het Fonds. De zetel ervan is gevestigd in het administratief arrondissement van Brussel Hoofdstad.

§ 2. Le Fonds est placé sous le contrôle et la tutelle du Ministre fédéral des Finances.

Les règles de contrôle sont celles qui sont d'application aux parastataux B en vertu de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 3. Le Fonds ne peut posséder que les biens (meubles et immeubles) qui sont indispensables à l'exercice de la mission.

Art. 5. Le Fonds a pour mission :

1° de reprendre et d'effectuer le service financier des emprunts visés à l'article 1er de la convention, émis avec la garantie de l'Etat, par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne et des avances accordées par l'Etat aux sociétés précitées dans le cadre de la politique du logement social. A cet égard le Fonds est substitué dans les droits et obligations des sociétés précitées en la matière;

2° de contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts de refinancement pour le compte de l'Etat et des Régions afin de renouveler, selon les procédures décrites à l'article 10 ainsi qu'à l'article 14, § 5, des emprunts venus à échéance. La garantie susmentionnée est accordée sans frais au Fonds;

3° d'exécuter le règlement des soultes à opérer dans le cadre de la clôture des comptes de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne;

4° de réaliser les opérations nécessaires sur l'ouverture de crédit dont question à l'article 14, § 3, lorsqu'une entité n'a pas versé les contributions minimales comme défini au même article, § 1er.

Art. 6. Les organes d'administration du Fonds sont :

- le Conseil d'administration;
- le Directeur d'administration.

Art. 7. Le Conseil d'administration est composé de six administrateurs, trois d'expression française et trois d'expression néerlandaise, nommés soit par le Roi soit par le Gouvernement concerné de la manière suivante :

- trois administrateurs sont nommés par le Roi sur proposition des Ministres fédéraux des Finances et du Budget;
- un administrateur est nommé par le Gouvernement wallon;
- un administrateur est nommé par le Gouvernement flamand;
- un administrateur est nommé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les administrateurs nommés respectivement par le Roi et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, doivent être pour moitié d'expression néerlandaise et pour moitié d'expression française. La nomination par ce dernier s'effectue en priorité avant les autres nominations de manière à lui laisser le choix du régime linguistique de son représentant.

Le Roi désigne un Président parmi les six administrateurs sur proposition du conseil d'administration à la majorité des deux tiers.

Le Président sera nommé pour une période d'un an alternativement parmi les représentants du Gouvernement fédéral et ceux des Gouvernements régionaux.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents.

En cas de partage, celle du Président est prépondérante.

Art. 8. Les administrateurs sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

La moitié des mandats est renouvelée tous les trois ans. Ils sont révoqués par l'Autorité par laquelle ils ont été nommés.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, celui-ci est remplacé dans les mêmes conditions.

Dans ce cas l'administrateur nommé par les autorités visées au deuxième alinéa de l'article 7, a le même régime linguistique que celui qu'il remplace. L'administrateur nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 9. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus; il définit la politique de l'organisme, il décide des emprunts et des recours aux garants; il gère l'organisme par des décisions d'ensemble ou individuelles; il prescrit et contrôle leur exécution.

Le Conseil d'administration conclut les emprunts de refinancement, dont question à l'article 5 sur demande de l'Etat et de chaque Région concernée.

§ 2. Het Fonds wordt geplaatst onder het toezicht en de voogdij van de federale Minister van Financiën.

De regels van het toezicht zijn deze die van toepassing zijn op de parastatale B in toepassing van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle of sommige instellingen van openbaar nut.

§ 3. Het Fonds mag slechts de goederen (roerende en onroerende) bezitten die onontbeerlijk zijn voor het uitvoeren van zijn opdracht.

Art. 5. Het Fonds heeft als opdracht :

1° de financiële dienst over te nemen en te verrichten van de in artikel 1 van de overeenkomst bedoelde leningen, uitgegeven met staatswaarborg door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij, en van de voorschotten door de Staat toegekend aan de voornoemde maatschappijen in het kader van het sociale huisvestingsbeleid. Hiervoor treedt het Fonds uit dien hoofde in de rechten en plichten van de voornoemde maatschappijen;

2° herfinancieringsleningen onder staatswaarborg aan te gaan voor rekening van de Staat en van de Gewesten ten einde, volgens de handelwijzen beschreven in artikel 10 alsook in artikel 14, § 5, leningen te hernieuwen, die vervallen zijn. Deze staatswaarborg wordt aan het Fonds verleend zonder kosten;

3° de betaling uit te voeren van de compensaties in het kader van de afsluiting van de rekeningen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij;

4° de nodige verrichtingen te doen op de kredietopening waarvan sprake is in § 3 van artikel 14 ingeval een entiteit de minimale bijdragen niet heeft gestort zoals bepaald in § 1 van hetzelfde artikel.

Art. 6. De bestuursorganen van het Fonds zijn:

- de Raad van bestuur;
- de Bestuursdirecteur.

Art. 7. De Raad van bestuur is samengesteld uit zes bestuurders, drie franstaligen en drie nederlandstaligen, welke hetzij door de Koning hetzij door de betrokken Regering worden benoemd als volgt :

- drie bestuurders worden benoemd door de Koning op voordracht van de federale Ministers van Financiën en Begroting;
- een bestuurder wordt benoemd door de Waalse Regering;
- een bestuurder wordt benoemd door de Vlaamse Regering;
- een bestuurder wordt benoemd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bestuurders die door de Koning respectievelijk door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden benoemd, moeten voor de helft nederlandstalig en voor de helft franstalig zijn. De benoeming door deze laatste heeft voorrang op de andere benoemingen teneinde haar de keuze van het taalstelsel van haar vertegenwoordiger te laten.

De Koning duidt tevens op voorstel van de Raad van bestuur onder de zes bestuurders een Voorzitter aan met een tweeterde-meerderheid.

De Voorzitter zal beurtelings voor een periode van één jaar aangesteld worden onder de vertegenwoordigers van de federale Regering en dezen van de gewestelijke Regeringen.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. De bestuurders worden voor zes jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De helft van de mandaten wordt om de drie jaar hernieuwd. Zij worden afgezet door de Overheid die hen benoemd heeft.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een bestuurder wordt deze op dezelfde wijze vervangen.

In dit geval heeft de bestuurder die wordt benoemd door de overheden bedoeld in het tweede lid van artikel 7 hetzelfde taalstelsel als degene die hij opvolgt. De nieuw benoemde bestuurder beëindigt het mandaat van degene die hij opvolgt.

Art. 9. De Raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheden; hij bepaalt het beleid van de instelling, hij beslist over de leningen en over het verhaal op de garanten; hij beheert de instelling bij algemene of afzonderlijke beslissingen; hij gelast en controleert hun uitvoering.

De Raad van bestuur gaat de herfinancieringsleningen aan, bedoeld in artikel 5, op vraag van de Staat en van ieder betrokken Gewest.

Le Conseil d'administration nomme les membres du personnel à l'exception du Directeur d'administration, et le cas échéant, de son adjoint bilingue, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux agents de l'Etat.

Art. 10. Le Conseil d'administration dresse annuellement un état prévisionnel des dépenses à encourir pour le service financier des emprunts de l'année suivante. Avant le 30 septembre, il transmet cet état prévisionnel à l'Etat et à chaque Région en précisant la partie des charges qui leur incombe compte tenu des diverses interventions et des remboursements à effectuer par les sociétés régionales de logement.

Il mentionne également les contributions minimales.

Art. 11. Le fonctionnaire dirigeant, et le cas échéant son adjoint bilingue, sont nommés par le Roi sur une liste de candidats établie par les autorités compétentes en vertu de l'article 7 pour nommer les membres du Conseil d'administration.

Le fonctionnaire dirigeant est revêtu du grade de Directeur d'administration. Il exécute les décisions du Conseil d'administration dont il est le rapporteur et le secrétaire. Il dirige, coordonne et contrôle les travaux d'administration.

Art. 12. Tous les emplois du Fonds ne peuvent être occupés que par des membres du personnel qui sont en fonction dans les ministères et les organismes d'intérêt public relevant de l'autorité, de la tutelle ou du pouvoir de contrôle de l'Etat, des Communautés ou des Régions et qui sont titulaires d'un grade correspondant au niveau de leur nouvel emploi.

Le détachement des membres du personnel est décidé conjointement par le Ministre fédéral des Finances et par le Ministre ou par l'autorité qui est, dans le Service d'origine, compétent pour l'autoriser.

CHAPITRE III. — Ressources et dépenses du Fonds

Art. 13. Les ressources du Fonds comprennent :

§ 1er. Pour les ressources destinées à assurer la mission statutaire et pour lesquelles il est tenu des comptes distincts des opérations réalisées pour compte de l'Etat et des Régions et des charges spécifiques liées à celles-ci :

1° les annuités mathématiques des emprunts levés ou avances reçues par la Société nationale de logement, qui sont dues par les sociétés régionales de logement;

2° les annuités mathématiques des emprunts levés ou avances reçues par la Société nationale terrienne, qui sont dues par les sociétés régionales de logement;

3° les contributions spéciales dues par les Régions lorsque par suite de défaillance des sociétés régionales de logement, les recettes définies sous les points 1 et 2 ci-dessus sont inférieures au montant prévu conformément à leurs tableaux d'amortissement respectifs;

4° les contributions de l'Etat et des Régions dans le service des emprunts;

5° l'intervention de l'Etat, à concurrence de 30 % des charges d'intérêt liées à un encours de F 65,858 milliards. Ladite intervention est annuelle, perpétuelle et progressive. Son montant est calculé sur base des emprunts avec avantages fiscaux venus à échéance au cours des années précédentes, en fonction du taux de rendement de référence observé sur le marché secondaire l'année précédente pour les obligations linéaires, tel que publié par la Banque Nationale de Belgique.

En 1995, cette intervention est augmentée, à titre unique, d'un montant de 50 millions de francs.

La répartition entre les Régions de cette intervention se fera suivant les clés de répartition initiales des emprunts avec avantages fiscaux;

6° toutes autres sommes;

7° à titre supplétif, le produit des emprunts que le Fonds peut être autorisé à émettre.

§ 2. Les ressources propres constituées par les contributions versées par les sociétés régionales de logement pour la couverture des frais administratifs du Fonds. A cet effet il est ouvert dans la comptabilité de l'organisme une réserve sans affectation spéciale. Elle recueille le solde excédentaire des produits et charges qui concernent son administration. Son montant maximum est fixé à 50 millions de francs. Au-delà de ce montant, les excédents sont affectés de la matière déterminée à l'article 3, dernier alinéa.

De Raad van bestuur benoemt de personeelsleden, met uitzondering van de Bestuursdirecteur, en indien het geval zich voordoet, van zijn tweetalig adjunct, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de staatsambtenaren.

Art. 10. De Raad van bestuur maakt jaarlijks een ramingsstaat op van de uitgaven, te verrichten voor de financiële dienst van de leningen in het volgende jaar. Voor 30 september maakt hij deze ramingsstaat over aan de Staat en aan ieder Gewest en verduidelijkt het deel in de lasten dan hun toevalt, rekening houdend met de diverse tussenkomsten en met de terugbetalingen die de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen moet uitvoeren.

Hij vermeldt tevens de minimale bijdragen.

Art. 11. De leidend ambtenaar, en indien het geval zich voordoet, zijn tweetalig adjunct, worden door de Koning benoemd op een kandidatenlijst die opgesteld wordt door de krachtens artikel 7 bevoegde overheden voor de benoeming van de leden van de Raad van bestuur.

De leidend ambtenaar heeft de graad van Bestuursdirecteur. Hij voert de beslissingen uit van de Raad van bestuur, waarvan hij de verslaggever en de secretaris is. Hij leidt, coördineert en controleert het werk van de administratie.

Art. 12. Alle betrekkingen van het Fonds kunnen slechts bekleed worden door personeelsleden die in dienst zijn in de Ministeries en de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de voogdij of het toezicht staan van de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten en die titularis zijn van een graad overeenstemmend met het niveau van hun nieuwe betrekking.

De detachering van de personeelsleden wordt gezamenlijk beslist door de federale Minister van Financiën en door de Minister of de Overheid, die daartoe gemachtigd is in de Dienst van oorsprong.

HOOFDSTUK III. — Middelen en uitgaven van het Fonds

Art. 13. De middelen van het Fonds bestaan uit :

§ 1. De middelen bestemd tot het verzekeren van de statutaire opdracht en voor dewelke er onderscheiden rekeningen worden gehouden van de verrichtingen uitgevoerd voor rekening van de Staat en de Gewesten, en van de ermede verbonden bijzondere kosten

1° de wiskundige annuïteiten van de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting opgenomen leningen of ontvangen voorschotten verschuldigd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen,

2° de wiskundige annuïteiten van de door de Nationale Landmaatschappij opgenomen leningen of ontvangen voorschotten, verschuldigd door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen;

3° de bijzondere bijdragen, verschuldigd door de Gewesten, indien bij het ingebreke blijven van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen, de ontvangsten bepaald onder punten 1 en 2 hierboven lager zijn dan het voorziene bedrag overeenkomstig hun respectieve amortisatie-tabellen;

4° de bijdragen van de Staat en de Gewesten tot de financiële dienst van de leningen;

5° de tussenkomst van de Staat ten belope van 30 % van de interestlasten verbonden aan een uitstaande schuld van 65,858 miljard F. De vermelde tussenkomst is jaarlijks, aanhoudend en progressief. Zijn bedrag is berekend op basis van de leningen met fiscale voordelen die in de loop van de vorige jaren vervallen zijn, in functie van het referentierendement waargenomen voor vorig jaar op de secundaire markt van de lineaire obligaties, zoals gepubliceerd door de Nationale Bank van België.

In 1995 wordt deze tussenkomst éénmalig verhoogd met 50 miljoen frank.

De verdeling tussen de Gewesten van deze tussenkomst zal gebeuren volgens de oorspronkelijke verdeelsleutel van de leningen met fiscale voordelen;

6° alle andere bedragen;

7° ter aanvulling, de opbrengst van de leningen waarvoor het Fonds machtiging tot uitgifte zou verkrijgen.

§ 2. De eigen middelen gevormd door de bijdragen, die door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen gestort worden ter dekking van de administratieve uitgaven van het Fonds. In dit verband wordt in de boekhouding van de instelling een reserve zonder bepaalde aanwending geopend. Zij verkrijgt het batig saldo van de opbrengsten en lasten in verband met haar administratie. Haar maximumbedrag is vastgesteld op 50 miljoen frank. Boven dit bedrag worden de overblijfsommen aangewend zoals bepaald in het laatste lid van artikel 3.

§ 3. Les produits découlant du placement du surplus de trésorerie sont affectés à l'Etat et aux Régions, en fonction de l'imputation des recettes : contributions, annuités et produit des emprunts du Fonds pendant l'année considérée.

Art. 14. § 1er. En ce qui concerne les contributions, dont question à l'article 13, § 1er, 4°, chaque entité concernée s'engage à verser un montant minimum.

Pour chacune des entités la hauteur du montant minimum à verser est équivalente à la différence entre la totalité des intérêts qui lui sont imputables et les annuités mathématiques qui lui reviennent dont question à l'article 3, et ce dans une optique de stabilisation de la dette en valeur nominale.

§ 2. La contribution minimale doit être versée en deux parties égales, les premiers jours bancaires ouvrables des mois de mai et de novembre.

Le versement de la contribution visée à l'article 13, § 1er, 5°, s'effectue suivant le même calendrier.

§ 3. En cas de dépassement des délais de versements ou de versements insuffisants d'une entité, le Fonds est mandaté pour recourir à une ouverture de crédit pour compte de ladite entité.

Les conditions des ouvertures de crédit pour compte de l'Etat et des Régions ainsi que le choix de l'organisme de crédit font l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre le Fonds, l'organisme de crédit et l'entité concernée.

Cette disposition est également applicable à l'intervention de l'Etat dont question à l'article 13, § 1er, 5°, ainsi qu'aux Régions pour les obligations des sociétés régionales de logement visées à l'article 13, § 1, 3°.

§ 4. Le service financier de l'ouverture de crédit est directement mis à charge de l'entité concernée.

§ 5. Il appartient à l'Etat et à chaque Région de préciser au Fonds d'amortissement, chacun pour ce qui le concerne, la hauteur et les dates de ses éventuelles interventions autres que celles prévues au § 1er, moyennant concertation préalable avec le Fonds d'Amortissement, ainsi que le montant maximum des emprunts de refinancement qu'il sollicite et approuve pour l'année considérée.

§ 6. Le défaut d'approbation au 1er janvier de l'année en cause ne fait pas obstacle à l'utilisation par le Fonds de sa capacité d'emprunter. Celle-ci ne pourra toutefois excéder les besoins nets de financement proposés par le Conseil d'administration.

Art. 15. Les dépenses de l'organisme sont :

1° les dépenses d'administration;

2° les sommes formant, en capital et en charges financières, les différentes échéances du service financier des emprunts repris et des emprunts émis ainsi que des avances reçues.

Il est tenu des comptes distincts des opérations réalisées pour compte de l'Etat et des Régions et des charges spécifiques liées à celles-ci.

Art. 16. Le produit des emprunts ne peut être affecté à d'autres buts qu'au financement de la partie des charges qui excède les contributions des Régions compte tenu des interventions de l'Etat en faveur de celles-ci à quelque titre que ce soit et du recours aux garants. Il peut également servir au refinancement des charges imputables à l'Etat en cette matière qui excèdent les contributions que celui-ci doit verser.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 17. Le solde du pouvoir d'emprunt accordé par l'arrêté royal du 18 juin 1987 est annulé.

Art. 18. Les arriérés dus à l'Etat en fonction de la prime de 0,25 % à payer en rémunération de la garantie de l'Etat, instituée par l'arrêté royal n° 517 du 31 mars 1987, sont annulés.

Art. 19. La dette envers l'Etat de F 7,2 milliards due par le Fonds du chef de l'avance de même montant que l'Etat a accordée en 1985 à la Société nationale du logement, ainsi que la créance correspondante que le Fonds détient sur les Régions, sont annulées.

§ 3. De opbrengsten voortvloeiend uit de belegging van het kasoverschot worden aan de Staat en de Gewesten toegewezen in functie van de aanrekening van de inkomsten : bijdragen, annuïteiten en opbrengst van de leningen van het Fonds gedurende het betrokken jaar.

Art. 14. § 1. Wat betreft de bijdragen, waarvan sprake is in artikel 13, § 1, 4°, verbindt elke betrokken entiteit zich ertoe een minimale bijdrage te storten.

Voor elk der entiteiten is de hoogte van het minimaal te storten bedrag gelijk aan het verschil tussen het totaal van de interesten die hem worden aangerekend en de wiskundige annuïteiten die hem toekomen en waarvan sprake is in artikel 3, en dit vanuit een standpunt van stabilisatie van de nominale schuld.

§ 2. De minimale bijdragen moet jaarlijks gestort worden in twee gelijke delen, de eerste bankwerkdag van de maanden mei en november.

De storting van de tussenkomst waarvan sprake in artikel 13, § 1, 5°, wordt verricht volgens dezelfde kalender.

§ 3. In geval van overschrijding van de termijnen of van ontoereikende stortingen, is het Fonds gelast zijn toevlucht te nemen tot een kredietopening voor rekening van de betrokken entiteit.

De voorwaarden van de kredietopeningen voor rekening van de Staat en van de Gewesten alsook de keuze van de kredietinstelling maken het voorwerp uit van een algemene overeenkomst die voorafgaandelijk werd afgesloten door het Fonds, de kredietinstelling en de betrokken entiteit.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op de tussenkomst van de Staat waarvan sprake is in artikel 13, § 1, 5°, alsook op de Gewesten voor de verplichtingen van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 13, § 1, 3°.

§ 4. De financiële dienst van deze kredietopening wordt rechtstreeks ten laste gelegd van de betrokken entiteit.

§ 5. Het komt de Staat en elk Gewest toe, ieder wat hem betreft, het Amortisatiefonds in te lichten over de hoogte en de data van zijn eventuele tussenkomsten verschillend van deze bepaald in § 1, na voorafgaande ruggespraak met het Amortisatiefonds, en over het maximumbedrag van de herfinancieringsleningen die hij aanvraagt en goedkeurt voor het beschouwde jaar.

§ 6. Indien de goedkeuring ontbreekt op 1 januari van het betrokken jaar is dit geen hinderpaal voor het Fonds om zijn leningscapaciteit te gebruiken. Deze mag evenwel de door de Raad van bestuur voorgestelde netto-financieringsbehoeften niet overtreffen.

Art. 15. De uitgaven van de instelling zijn :

1° de administratieve uitgaven;

2° de bedragen welke, in kapitaal en in financiële lasten, de verschillende vervaldagen van de financiële dienst van de overgenomen en de uitgegeven leningen alsmede van de ontvangen voorschotten uitmaken.

Er worden onderscheiden rekeningen gehouden van de verrichtingen uitgevoerd voor rekening van de Staat en de Gewesten, en van de ermede verbonden bijzondere kosten.

Art. 16. De opbrengst van de leningen mag voor geen andere doeleinden worden aangewend dan voor de financiering van het gedeelte van de lasten dat de bijdragen van de Gewesten overtreft, rekening houdend met om het even welke staatstussenkomst in hun voordeel en met het verhaal op de garanten. Zij mag tevens dienen voor de herfinanciering van de lasten die ter zake voor rekening van de Staat zijn die de bijdragen die hij moet storten overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen en slotbepalingen

Art. 17. Het saldo van de leningsmachtiging, toegekend bij koninklijk besluit van 18 juni 1987, wordt geannuleerd.

Art. 18. De achterstallen die aan de Staat verschuldigd zijn wegens de premie van 0,25 % die moet worden betaald ter vergoeding van de staatswaarborg, ingesteld bij koninklijk besluit nr. 517 van 31 maart 1987, worden geannuleerd.

Art. 19. De schuld tegenover de Staat van 7,2 miljard F die het Fonds verschuldigd is in hoofde van het voorschot ten belope van hetzelfde bedrag dat de Staat in 1985 aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting heeft toegestaan, alsook de ermede overeenstemmende vordering van het Fonds op de Gewesten, worden geannuleerd.

Art. 20. La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 1995 et remplace à cette date la convention du 4 mai 1987, modifiée par l'avenant du 28 septembre 1989.

Bruxelles, le 1er juin 1994.

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

La Ministre des Finances et du Budget du Gouvernement flamand,

Mme W. DEMEESTER

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique
et du Budget du Gouvernement régional wallon,
B. ANSELME

Le Ministre des Finances, Budget,
Fonction publique et Affaires extérieures
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
J. CHABERT

Art. 20. De huidige overeenkomst treedt in werking op 1 januari 1995 en vervangt op die datum de overeenkomst van 4 mei 1987, gewijzigd door het aanhangsel van 28 september 1989.

Brussel, 1 juni 1994.

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën en Begroting
van de Vlaamse Regering,
Mevr. W. DEMEESTER

De Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Begroting
van de Waalse Gewestregering,
B. ANSELME

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen
van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
J. CHABERT

F. 95 — 1488

[Mac — 3365]

4 MAI 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôts

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôts, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 22 mars et 6 août 1993;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôts, notamment l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 29 novembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les organismes bénéficiant de la garantie de l'Etat belge, d'une Communauté, d'une Région, d'une province, d'une commune, d'un Etat étranger ou d'une de ses collectivités publiques territoriales doivent être admis à émettre des billets de trésorerie, sans avoir à satisfaire aux conditions financières fixées par l'arrêté royal du 14 octobre 1991;

Considérant que, lorsqu'il est satisfait aux conditions financières fixées par l'arrêté royal du 14 octobre 1991 par le garant et non par l'émetteur lui-même, l'exigence de la soumission au droit belge de la garantie est trop limitative, sans que ceci ne constitue une sécurité pour le détenteur;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 13, alinéa 3 de l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôts, modifié par l'arrêté royal du 29 novembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"L'émetteur n'est pas tenu de répondre aux exigences prévues aux 1° et 2° du présent article si les billets de trésorerie émis font l'objet d'une garantie irrévocable et inconditionnelle donnée soit par une entreprise belge ou étrangère organisée sous la forme d'une personne morale qui remplit les conditions de l'alinéa 1er, soit par l'Etat belge, une Communauté, une Région, une province, une commune, un Etat étranger ou une de ses collectivités publiques territoriales. Cette garantie doit être soumise soit au droit belge, soit à la loi nationale du garant ou au droit de référence généralement applicable aux actes similaires du garant."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

N. 95 — 1488

[Mac — 3365]

4 MEI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 22 maart en 6 augustus 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 november 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aan de instellingen die de waarborg van de Belgische Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een provincie, een gemeente, een vreemde Staat of één van zijn territoriale publiekrechtelijke lichamen genieten, dient te worden toegestaan thesauriebewijzen uit te geven, zonder te moeten voldoen aan de financiële vereisten gesteld door het koninklijk besluit van 14 oktober 1991;

Overwegende dat, wanneer door de borg en niet door de emittent zelf voldaan is aan de financiële vereisten gesteld door het koninklijk besluit van 14 oktober 1991, de vereiste dat de waarborg onderworpen is aan het Belgische recht te beperkend is, zonder een zekerheid te bieden voor de houder;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 13, derde lid van het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 november 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De emittent dient niet te voldoen aan het 1° en 2° van dit artikel, als er voor de uitgegeven thesauriebewijzen een onherroepelijke en onvoorwaardelijke waarborg geldt die is verstrekt hetzij door een Belgische of buitenlandse onderneming die is opgericht als rechtspersoon en voldoet aan de voorwaarden van het eerste lid, hetzij door de Belgische Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een provincie, een gemeente, een vreemde Staat of één van zijn territoriale publiekrechtelijke lichamen. Deze waarborg dient onderworpen te zijn hetzij aan het Belgische recht, hetzij aan de nationale wet van de borg of aan het recht dat door wijziging over het algemeen toepasselijk is op gelijkaardige handelingen van de borg."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.